L'Abeille de la Nouvelle-Orléans

NOUVELLE-ORLEANS.

JEUDI 5 JUIN 1879

LA CONVENTION.

Séance du Mercredi, 4 juin.

M. Wiltz appelle la Convention à l'ordre à 9 heures. Quarante-cinq délégués sont présents.

Le reste du rapport fut adopté sans discussion.

L'article 9 :

Le gouvernement devra nommer un shérif dans chaque paroisse qui devra être approuvé par le Sénat, et qui devra donner un cautionnement de $5,000.

Etat adopté.

Le cautionnement pour le shérif de la Nouvelle-Orléans sera de $10,000.

L'article 10 :

Le gouverneur devra choisir le président du banc parmi les membres de la Cour suprême, qui devra être approuvé par le Sénat. Le président du banc ainsi choisi remplira les fonctions de gouverneur en cas de mort, démission, absence ou incapacité du gouverneur, et aussi en cas de refus du président du banc de remplir ses fonctions. Le président du banc ainsi choisi aura le droit de voter en cas de partage des voix de la Cour suprême, mais il ne pourra pas voter dans les cas où il aura déjà donné son opinion comme juge de la Cour suprême. Il recevra un salaire de $5,000 par an, payable de la même manière que celui des autres juges de la Cour suprême. Il ne pourra pas exercer la profession d'avocat ou de conseiller pendant qu'il sera président du banc, ni pendant les deux années qui suivront l'expiration de son office. Il ne pourra pas non plus être candidat à aucune charge élective pendant qu'il sera président du banc, ni pendant les deux années qui suivront l'expiration de son office. Il ne pourra pas être candidat à aucune charge élective pendant qu'il sera président du banc, ni pendant les deux années qui suivront l'expiration de son office. Il ne pourra pas être candidat à aucune charge élective pendant qu'il sera président du banc, ni pendant les deux années qui suivront l'expiration de son office.

M. Moore, (de Lafourche) propose que le gouverneur ne puisse remplir les vacances qu'après un délai de 45 jours, à moins qu'il ne soit convoqué une session spéciale après la convocation de l'Assemblée générale. La motion est rejetée par un vote de 45 contre 43.

M. Hérron propose de substituer le mot "limiter" au mot "fixer". L'amendement est accepté.

M. Favrot propose d'insérer, après les mots "cas pour les découvrir" ceux les deux Chambres"; les mots "sous l'époque d'ajournement". La modification est acceptée.

M. Robertson propose de commencer l'article par les mots : "Il devra veiller à la juste exécution des lois." La proposition est acceptée.

M. Pierson propose d'ajouter à l'article : "et peut aller législativement, après le temps limité, sous nul et de nul effet."

M. Bonner propose de modifier l'amendement de M. Pierson de manière à n'appliquer qu'aux lois qui ne seront pas approuvées dans quatre-vingt-dix jours après la fin de la session. Il propose aussi un amendement pour ajouter à la fin de l'article les mots : "sauf les cas où la Constitution en exige un plus grand nombre." Les deux amendements sont acceptés.

M. Hérron propose un amendement pour ajouter à la fin de l'article les mots : "et ne pourra être augmenté." Cet amendement est accepté